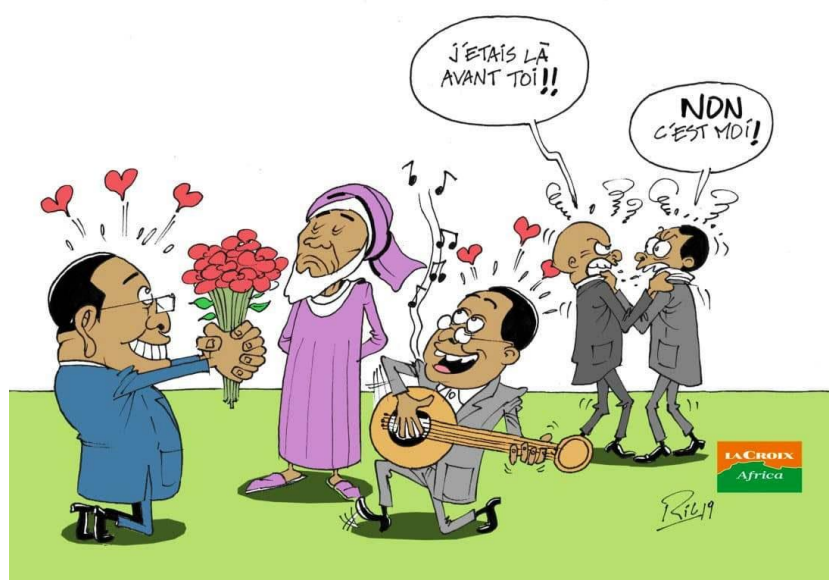


Les élections présidentielles de 2019 au Sénégal ou la lente ascension des nouvelles générations

Dirk Kohnert & Laurence Marfaing ¹



[The rush of presidential candidates to the religious leaders](#)

Source: Landry Banga (nom de plume, RIC).

Dakar: *La Croix Africa*, 19 February 2019

Abstract: Whereas Senegal has long been sold as a showcase of democracy in Africa, including peaceful political alternance, things apparently changed fundamentally with the Senegalese presidentials of 2019 that brought new configurations. One of the major issues was political transhumance that has been elevated to the rank of religion in defiance of morality. It threatened political stability and peace. In response, social networks of predominantly young activists, created in 2011 in the aftermath of the Arab Spring focused on grass-roots advocacy with the electorate on good governance and democracy. They proposed a break with a political system that they consider as neo-colonialist. Moreover, Senegal's justice is frequently accused to be biased, and the servility of the Constitutional Council which is in the first place an electoral court has often been denounced.

Mots clé: Sénégal, élections présidentielles, gouvernance, changement politique, transhumance politique, réseaux sociaux, Afrique de l'Ouest, UMOA, CEDEAO, Société civile

JEL-Code: N17, N37, N97, O17, O35, P16, Z13

¹ Research fellows Associés à l'Institute of African Affairs, German Institute of Global and Area Studies (GIGA), Hambourg, Allemagne Germany. Forthcoming: CJAS, rubrique "conjoncture"; **Author's version:** 21 March 2019

1. Les élections présidentielles de 2019, une nouvelle configuration électorale

Le Sénégal qui a géré ses transitions démocratiques et aucun coup d'Etat n'y a eu lieu, ce qui en fait aujourd'hui l'un des pays les plus stables d'Afrique². Pourtant, cet exemple par excellence de la transition démocratique serait aujourd'hui sujet à la corruption et géré par une politique assez confuse (Dumont, 2019). Ce havre de paix, de stabilité et de démocratie en Afrique de l'Ouest à l'exception de la plupart de ses voisins de la CEDEAO semble être sujet à de graves tensions politiques, également parce que le président sortant, Macky Sall et sa coalition, Benno Bokk Yakkar (BBY, "unis dans le même espoir", en wolof) ont remporté un second mandat de cinq ans dès le premier tour de l'élection présidentielle contestée ce 24 février 2019.

Ce dernier a remporté les élections avec une victoire écrasante avec 58% des voix, contre 21% pour son plus proche rival Idrissa Seck, l'ancien Premier ministre d'Abdoulaye Wade, avec son parti Rewmi («le pays» en wolof). Les autres candidats le suivent loin derrière avec 16% pour Ousmane Sonko et son parti, le PASTEF (Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité), 4% pour El-Hadj Issa Sall et le Parti pour l'Unité et le Rassemblement (PUR), et enfin 1% pour Madické Niang, le candidat dissident du PDS et sa coalition Jamm Ak Xeweul ("paix en abondance" en wolof), Madicke2019 qui souhaitait attirer les électeurs du PDS déçus par l'attitude intéressée de l'ancien dirigeant du PDS, Abdoulaye Wade.

Graphique n° 1: Résultat de la présidentielle du Sénégal de 2019



Source: "[Macky Sall déclaré vainqueur de la présidentielle au Sénégal](#)", London: BBC-Afrique, 28 February 2019

² Depuis décembre 1980, lorsque que le père fondateur du Sénégal indépendant, [Leopold Sedar Senghor](#) qui dirigeait le pays depuis vingt ans (1960-1980), a démissionné avant la fin de son cinquième mandat, il y a eu sept élections pluralistes. Dans cinq de ces scrutins, le président en exercice a été réélu au premier tour. À deux reprises, le président sortant a dû s'incliner à l'issue d'un second qui l'avait éliminé.

Le taux de participation de 66%, contre 52% au premier tour des présidentielles de 2012 et de 57% aux législatives de 2017, a montré un regain d'intérêt des électeurs sénégalais pour ces élections. L'opposition accusant Macky Sall d'avoir neutralisé ses opposants et ayant dénoncé des anomalies dans la production des cartes d'électeurs, a estimé inutile de contester les résultats auprès d'un Conseil constitutionnel considéré être à la solde de ce dernier (Diedhiou, 2019) par communiqué commun lu par Idrissa Seck qui condamne le scrutin et ses résultats « [reflétant] parfaitement la commande du candidat sortant »³ (Mbaye, 2019).

Le conflit entre le gouvernement en exercice et l'opposition porte sur deux questions principales. Tout d'abord, de par une nouvelle loi électorale, approuvée par le Parlement sénégalais en avril 2018, les candidats à la présidentielle devaient obtenir 53 000 signatures pour pouvoir se qualifier dans la course à la présidence. Par ce processus de "parrainage", sept des 27 candidats ont réussi à se profiler.

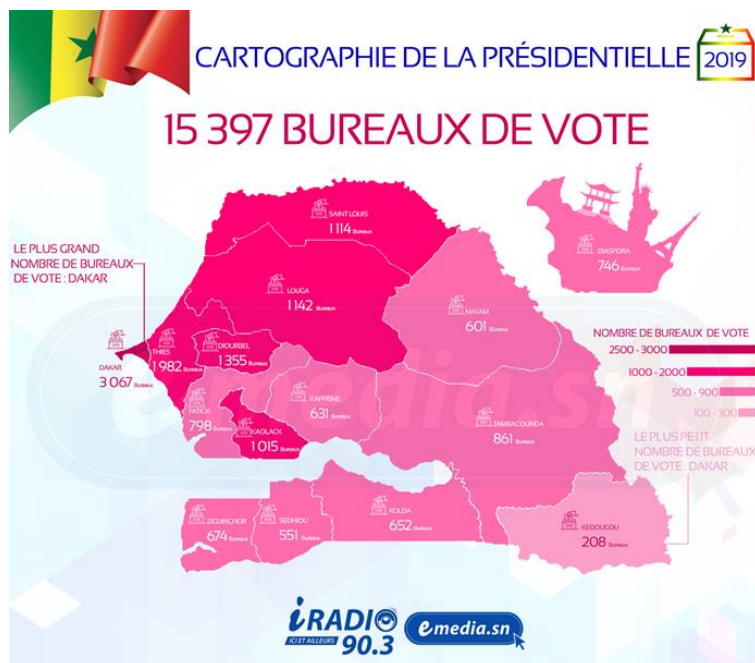
- Macky Sall, du parti Alliance pour la République, 57 ans, qui souhaite briguer un second mandat,
- Idrissa Seck, du parti Rewni, 58 ans, ancien Premier Ministre de l'ère Wade.
- El-Hadj Issa Sall, du parti de l'Unité et du Rassemblement (PUR), 62 ans.
- Ousmane Sonko, du parti Patriotes du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (PASTEF), 45 ans,
- Madické Niang, indépendant, 65 ans,
- Karim Wade du PDS, le parti Démocratique Sénégalais (PDS), 50 ans
- Khalifa Sall, du Parti Socialiste (PS), 63 ans, Maire de Dakar et député à l'Assemblée Nationale.

Ensuite, et surtout, les candidatures des candidats à la présidentielle des deux partis politiques les plus importants de l'histoire politique du pays, Karim Wade du Parti Démocratique Sénégalais (PDS) et Khalifa Sall du Parti Socialiste (PS) ont été refusées malgré le nombre de parrainages reçu ; le Conseil constitutionnel sénégalais a écarté les deux candidats le 20 janvier 2019, conformément à la loi, du fait de leurs condamnations à des peines de plus de 5 ans d'emprisonnement pour corruption et "détournement de fonds publics". Ainsi, Karim Wade, le fils de l'ancien président Abdoulaye Wade (PDS, âgé de 92 ans), et l'ex-maire de Dakar, le populaire Khalifa Sall, étaient déclarés hors-jeu. Wade s'est exilé au Qatar et Khalifa Sall avait été démis de ses fonctions de maire de Dakar et de député de l'Assemblée nationale en 2018 (Volk, 2019). De nombreux Sénégalais voient là un jugement politique venu pour évincer les deux opposants (Foot, 2019), nous allons y revenir. C'est dans ce contexte que pour la 11ème élection présidentielle du 24 février 2019 au Sénégal, 6 683 043 électeurs inscrits sur les 15 millions d'habitants que compte le pays ont été appelés à voter dans 6 919 bureaux de vote, dont 370 à l'étranger pour des candidats dont, pour la première fois depuis l'indépendance, aucun ne concourrait pour les deux principaux partis politiques puisque seuls quatre candidats avec le président sortant Macky Sall ont été admis à mener campagne. Il y en avait 14 en lice en 2012, quinze en 2007 alors qu'il existe actuellement au Sénégal quelques 65 partis politiques (cf. Ba, 2019). Le Parti socialiste (PS), présent à tous les scrutins depuis l'indépendance du Sénégal (1960), a été laminé par des conflits internes et tout récemment à cause du cas Khalifa Sall, l'ancien maire de Dakar que nous venons d'évoquer. Le deuxième grand parti traditionnel, le Parti

³ Cf. „Communiqué conjoint des quatre candidats de l'opposition“, fait à Dakar le 28 février 2019.

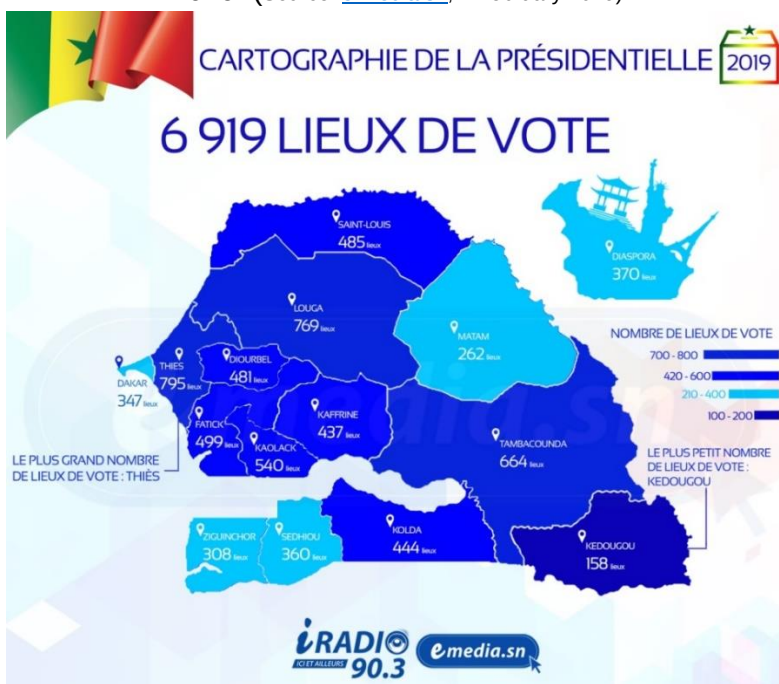
démocratique sénégalais (PDS) d'Abdoulaye Wade avec l'Alliance des forces pour le progrès (AFP) de Moustapha Niasse et le Front pour le socialisme et la démocratie / Benno Jubël (FSD-BJ) de la famille Dièye, qui avaient tous participé aux scrutins depuis 2000, ont dû quitter la scène (Ba, 2019). La plupart des membres restants du PS et de l'AFP ont rallié le mouvement présidentiel et soutenu le candidat Macky Sall.

Graphique n° 2: nombre et répartition géographique des bureaux de vote



Source: e-media.sn, 2 February 2019

Graphique n° 3: distribution géographique des bureaux de vote pour le présidentielles de 2019 (Source: e-media.sn, 2 February 2019)



L'ancien président de la République Abdoulaye Wade, 92 ans, PDS, n'avait qu'un seul souhait : que son fils Karim Wade soit le prochain chef de l'Etat. Lorsque la candidature de ce dernier été rejetée par le Conseil constitutionnel, Wade père a appelé au boycott des élections, rejetant du même coup la candidature de Madicke Niang en tant que candidat représentant le PDS. Cette situation sans précédent a soudainement évincé la vieille élite politique du paysage sénégalais. Certaines factions impliquées ont estimé qu'il s'agissait là du retour de bâton des années de mal-gouvernance et de corruption de l'ère Wade, alors que d'autres accusaient des manipulations de l'élite politique dirigée par Macky Sall (Ba, 2019).

Le ralliement surprenant du PDS au camp libéral du régime de Macky Sall semble confirmer la disparition de l'idéologie politique qui s'effritait déjà lentement depuis les années 1980. Les dernières migrations politiques au sein de cette élite au pouvoir sont le signe de retournements de vestes opportunistes et peu scrupuleux, une transhumance politique pour laquelle le Sénégal est déjà devenu célèbre aux yeux des experts internationaux (Ba, 2019; Niang, 2013).

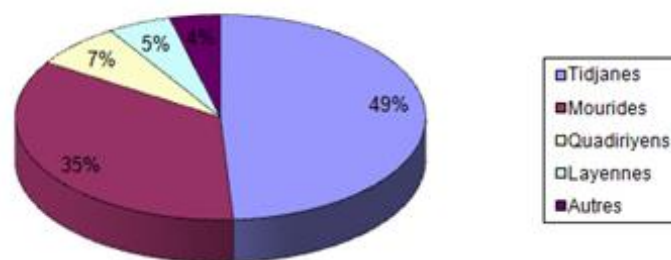
2. Quand la transhumance devient religion

La transhumance politique, c'est-à-dire le nomadisme politique d'un parti à un autre, dépendant de l'attractivité des "pâturages", est devenue tellement répandue dans l'histoire politique du Sénégal qu'elle a déjà été reconnue sur le plan international et a même mérité une entrée dans le "Le Petit Larousse illustré" (Niang, 2013). Encore considérée comme trahison et moralement répréhensible si elle concerne l'adversaire politique, la transhumance politique est cependant devenue monnaie courante. Cela ne dérange pas vraiment grand monde dans la mesure où les programmes des partis sont toujours considérés comme des vœux pieux et du gâchis de papier par de nombreux électeurs et que l'idéologie politique, qu'elle soit socialiste, libérale ou conservatrice, est de moins en moins pertinente. Ce qui compte vraiment, mis à part les propres biographies politiques, serait l'expérience politique et le charisme de chaque candidat, ainsi que ses appartenances religieuses, régionales et ethniques et les promesses clientélistes potentielles. Selon Moustapha Tamba, professeur de sociologie à l'Université de Dakar, la transhumance politique a trois causes principales : l'absence de démocratie interne aux partis, les promesses des partis non tenues et les ordres des marabouts (Tamba, 2011). En fait, les leaders des confréries musulmanes, notamment ceux des Mourides et des Tidjanes, seraient considérées depuis l'indépendance comme les éminences grises placées derrière les candidats à la présidence (Beck, 2002; Monjb, 1998). Ainsi, les candidats cherchent à obtenir des «conseils» et le soutien de leurs mentors religieux (Banga, 2019). Il semblerait cependant que les choses changent et que les appartenances ethnique, religieuse ou confrérique ne peuvent à elles seules anticiper les résultats (Koter, 2016: 10). Pour exemple, Abdoulaye Wade qui n'avait que très peu d'appui dans les zones rurales lorsqu'il n'était que candidat y a obtenu des majorités écrasantes. En tant que président à sortant. Ce basculement a été particulièrement spectaculaire lorsqu'entre 2000 et 2012, son électorat est passé d'une composition essentiellement urbaine à une composition majoritairement rurale, où dans certaines zones rurales son électorat a augmenté de plus de 50% (Koter, 2016: 7).

Il reste que la transhumance politique au Sénégal est devenue une religion au mépris de toute morale politique (Drame, 2012). Elle fait tout d'abord référence à une pratique active, voire à la célébration de la « religion de la transhumance » mais également à la transhumance politique des chefs religieux traditionnels. Cette transhumance politico-religieuse n'est pas sans danger pour la stabilité politique surtout si des chefs religieux rivaux sont impliqués.

Depuis l'époque coloniale, l'islam confrérique sénégalais a toujours été très étroitement lié à la politique, même si une différence supposée entre un islam soufi africain «modéré» et un islam sunnite politique «radical» serait toutefois trompeuse (Samson-Ndaw, 2009: 149-150). Des leaders du système maraboutique sénégalais, notamment Cheikh Ahmed Tidiane Sy, de la confrérie tidjane, et Cheikh Modou Kara M'backé, de celle des mourides, ont facilité l'émergence d'espaces religieux-politiques dans lesquels se développent des citoyennetés religieuses spécifiques. Cheikh Tidiane Sy est le premier marabout sénégalais issu d'une grande famille religieuse à avoir créé un parti politique, le Parti de l'Unité et du Rassemblement (PUR) se mettant ainsi dans une position difficile par rapport à ses pairs, exception faite de ceux qui le soutenaient comme par exemple Cheikh Ibrahim Niass, également tidjane (Ben, 2013) mais ouvrant ainsi la voie de l'implication religieuse ouverte avec la fondation du parti Vérité pour le développement par Cheikh Modou Kara M'Backé et celle du Mouvement des citoyens pour une démocratie de développement (MDC) par Cheikh Ibra Fall, un autre chef religieux mouride. En plus, Cheikh Modou Kara M'backé a estimé nécessaire de créer une importante milice tant au service de la confrérie et de son parti (Dozon, 2010: 27).

Graphique n° 4: Répartition des confréries musulmanes au Sénégal



© Seydou Kanté, chiffres DPS.

Source: S'installer au Sénégal, [Repartition des confréries musulmanes](#), 31 August 2013; Dumont et al, 2019: 36

La répartition et l'appartenance des musulmans, 90% de la population sénégalaise, au sein de quatre confréries ainsi que de quatre groupes autonomes, sous l'égide de familles élues selon le tableau suivant (Wane, 2010: 2) est unique en Afrique de l'Ouest. Des confréries sont d'origine arabe (la Qadiriyya et la Tidjaniya), d'autres, telles que Layenes et les Mourides sont des branches locales. Ces confréries revendiquent toute une ville sainte, leurs dignitaires et leurs disciples. Dumont (et al, 2019: 36), estime que si les mourides sont,

numériquement parlant, la seconde confrérie après les Tidjanes mais sont probablement les plus dynamiques sur les plans économique, culturel et politique.

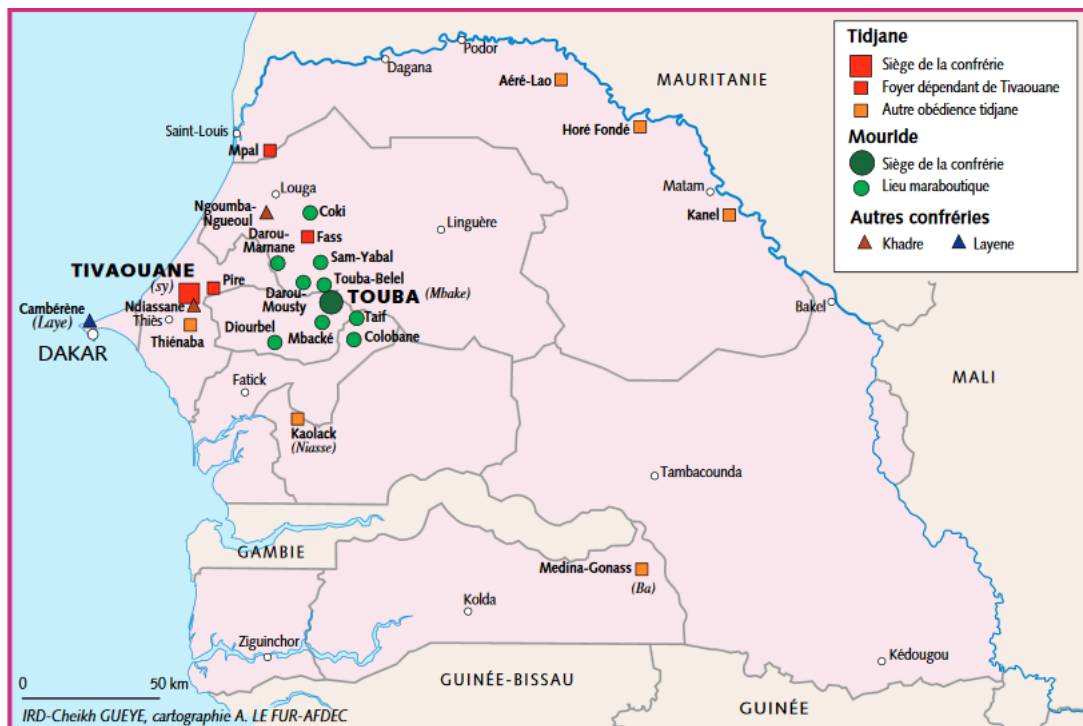
a. Les confréries :

- i. Qadr: famille Kounta à Ndiassane
- ii. Tijân: famille Sy à Tivaouane
- iii. Layène: famille Thiaw dans la presqu'île du Cap-Vert
- iv. Mouride: famille Mbacké à Touba au Baol

b. Les groupes autonomes autour de familles saintes :

- i. Au centre à Kaolack avec la famille Niasse
- ii. au sud est Madina Gounasse avec les Bâ
- iii. au centre encore à Thiénaba avec la famille Seck
- iv. au north à Louga avec les Sall

Carte n° 1: les lieux de l'Islam sénégalais



Source: Gueye, Cheik - Recherche Institute for the development, Cartographic Service, Paris: IRD
Dumont et al, 2019: 36

La ville sainte mouride de Touba se trouvant à quelques 200 km à l'est de Dakar est le passage obligé de tout candidat à la présidentielle. Cette ville du Baol d'environ 600 000 habitants, la seconde ville du Sénégal après Dakar, est considérée comme le fief du Parti démocratique sénégalais (PDS) de l'ancien président Abdoulaye Wade, qui s'est revendiqué clairement, contrairement à son prédécesseur Abdou Diouf, de son appartenance à la confrérie mouride (Dumont et al 2019: 38). Il a même déclaré avoir été élu grâce au soutien mouride en 2000 et 2007 (Guenoun, 2019.16). Madické Niang pour sa part, candidat dissident du PDS, avait fait le choix de venir à Touba pour tenter de séduire l'électorat mouride d'Abdoulaye Wade, tout comme le président sortant Macky Sall, qui a d'ailleurs débuté sa campagne par une visite au 8^e khalife général des Mourides, Serigne Mountakha

Mbacké, a cherché leur sympathie par de généreux projets d'infrastructure lors de son premier mandat (Lesseux, 2019). Il avait cependant, dès le 14 novembre 2018, déjà appelé Serigne Babacar Sy Mansour, le Khalif des Tidianes de Tivaouane pour lui rappeler ses objectifs de modernisation des villes religieuses, lui demandant par là son soutien pour leurs réalisations lors d'un second mandat (Guennoun, 2019: 18). Macky Sall et Ousmane Sonko s'étaient joints aux célébrations saintes annuelles des deux confréries les plus importantes mais alors que Sonko semblait mettre son dévolu sur Touba en promettant des actions en faveurs de la ville, Macky Sall semble toutefois avoir préféré Tivaouane (Guennoun, 2019: 20). Chaque candidat a revendiqué son fief, Idrissa Seck Thiès, alors qu'Ousmane Sonko et Issa Sall choisissaient la capitale de Dakar pour le lancement de leur campagne électorale (Tambédou & Fall, 2019).

Lors de ces élections, le Grand Khalif des Mourides n'a pas émis de "Ndigueul", un appel formel à voter pour l'un des candidats comme cela s'est déjà produit lors de l'élection présidentielle d'Abdoulaye Wade ou d'Abdou Diouf (Guennoun, 2019: 17; Dumont et al 2019: 37). Ceci ne signifie cependant pas nécessairement que leurs adeptes n'ont pas perçu des signes les incitant à voter pour l'un ou l'autre des candidats, lesquels peuvent s'avérer être aussi contraignants qu'une recommandation formelle pour les disciples estimant que leurs guides religieux sont détenteurs d'un pouvoir plus important que les politiciens (Guennoun, 2019: 16 ; Tambédou & Fall, 2019)

Le rôle des médias a été décisif pour la campagne électorale des présidentielles en 2019 et tous les candidats à la présidentielle conscients de l'impact des nouveaux médias, des plates-formes Internet, utilisées par près de 10 millions de personnes, principalement des jeunes, sur une population estimée à 16 millions (Ciyow, 2019) ont fortement investi dans ces secteurs : WhatsApp, Facebook, Twitter, YouTube, Instagram, Snapchat et autres. Sonko notamment a su manier cet outil, jeune, libéré de l'héritage colonial, il a lancé une campagne de financement participatif pour la campagne en ligne dès 2017, intitulée "Don de soi pour la patrie". L'opération a mobilisé toutes les plateformes de collecte de fonds possibles, y compris celles des banques en ligne existant au Sénégal. Mais cela vaut aussi pour le candidat Idrissa Sall. Au Sénégal, les réseaux sociaux en ligne étaient déjà considérés comme des "gardiens de la démocratie" alors que l'on sait les réseaux sociaux pour les campagnes politiques peuvent de plus en plus être manipulés par les adversaires qui peuvent y diffuser de fausses informations (Ciyow, 2019). Sonko, par exemple, qui a voulu s'émanciper des puissantes confréries soufies y a renoncé. Il semblerait que cette transhumance inattendue dans son ampleur n'ait pas été particulièrement appréciée dans un pays qui a toujours voté dans l'espace confrérique (Maillard, 2019). Sonko, un des farouches opposants à la dépendance toujours actuelle du Sénégal au franc CFA, a fait campagne autour de la sortie de zone CFA. Certes, depuis longtemps des voix s'élèvent dans les pays africains francophones pour revendiquer une sortie du FCFA et sont soutenues depuis 2013 par le chroniqueur politique, conférencier et homme politique panafricaniste Kémi Séba. Aujourd'hui, la discussion est devenue internationale et les pays de l'UMOA et de la CEDEAO s'organisent officiellement pour discuter des modalités d'une sortie de la zone CFA et de la création d'une monnaie commune pour les pays de la sous-région ouest africaine. Y en a marre se rallie à ce mouvement. Apparemment, cela n'était pas du goût de l'élite politique établie de FrancAfrique, ce qui pourrait avoir joué en faveur de Macky Sall aux élections (VIP, 2019; Kohnert, 2019; cf. également notre conclusion pour une analyse plus détaillée des enjeux).

3. Une justice et des tribunaux vraiment à la solde du président pour éliminer des opposants?

Un des éléments essentiels à la base des soupçons de manipulation lors de ces présidentielles a été l'éviction de Karim Wade et de Khalifa Sall, les deux principaux opposants de Macky Sall de la liste des candidats éligibles établie par le Conseil constitutionnel pour corruption. Khalifa Sall, déjà démis de ses fonctions de maire de Dakar en mars 2018, accusé de détournement de fonds publics a été condamné à cinq ans de prison ferme et à cinq millions de FCFA d'amende (environ 7 630 EUR) le 3 janvier 2019. Ses partisans et son parti (Parti socialiste, PS) dénoncent un pouvoir judiciaire partial et un procès politique destiné à la neutralisation d'un opposant sérieux au régime (Volk, 2019: 2). Karim Wade quant à lui a été évincé des listes des candidats pour une condamnation à 6 ans de prison le 23 mars 2015 pour corruption lors de son magistère dans le gouvernement de son père où en 2010 il avait cumulé tant de portefeuilles ministériels qu'il gérât le quart du budget national du Sénégal (Dumont, 2019: 64). Il a été condamné à 6 ans d'emprisonnement pour enrichissement illicite et déchu de ses droits civiques. Gracié en 2016 par le président Macky Sall pour ce qui est de son emprisonnement, il a cependant préféré s'exiler au Qatar. Toujours privé de ses droits civiques au Sénégal, la Cour Constitutionnel a estimé que sa candidature à l'élection ne pouvait être retenue. Ces événements ont eu lieu dans un contexte où Macky Sall lui-même avait été accusé de blanchiment d'argent en tant que Premier ministre d'Abdoulaye Wade en 2007, alors que son affaire a été classée sans suite (Dumont, 2019: 32). Ainsi, lorsque devant sa défaite face à Macky Sall, l'opposition n'a pas jugé nécessaire de contester les résultats devant le Conseil Constitutionnel, convaincue qu'elle était de sa partialité, ce n'est peut-être pas sans raison. Effectivement une observation du système juridique au long de l'histoire politique du Sénégal montre que celui-ci peut être sujet à critique. L'État de droit est moins perçu par l'électeur ordinaire ainsi que par l'élite au pouvoir comme une troisième force intangible au sein d'un système de séparation des pouvoirs que comme le reflet d'un équilibre entre des forces dont la nature peut être modifiée selon les circonstances. Assane Thiam dénonce une démocratie simulacre et un état de droit constamment mis à mal (Thiam, 2007: 145) ; Penda Mbow (2008) dénonce quant à elle un Sénégal en déclin au point de devenir un système autoritaire électoral. L'intérêt primordial d'un parti au pouvoir pour un organe de contrôle de la constitution fort et indépendant n'est apparemment pas très évident au Sénégal (Stroh & Heyl, 2015: 181). Le système judiciaire qui comprend plusieurs tribunaux suprêmes, un Conseil constitutionnel, qui est avant tout un tribunal électoral, un conseil d'État, une cour de cassation et une cour des comptes est divisé et faible. Les sept membres du Conseil constitutionnel sont nommés pour six ans non renouvelables, par le président de la république, dont deux sur proposition du président de l'Assemblée nationale, avec un renouvellement partiel de un ou deux membres tous les deux ans. La justice sénégalaise est souvent accusée de partialité et la servilité du Conseil constitutionnel est souvent dénoncée (Thiam, 2007: 152; Heyl, 2017). S'il est difficile de prouver qu'un jugement est erroné ou de déceler une ingérence flagrante du pouvoir exécutif, il reste que par peur ou soumission, de nombreux magistrats semblent anticiper les désirs du chef de l'État lors de leurs prises de décision (Thiam, 2007: 152). Ainsi, la cohérence dans les décisions – que des comportements irréguliers similaires soient pénalisés par des sanctions similaires -, indispensable pour la crédibilité du système judiciaire (Heyl, 2017: 48), a apparemment été

remise en question par l'opposition au vu des condamnations des deux candidats de l'opposition potentiels pour corruption ou détournement de fonds qui ont mené à l'annulation de leur candidature par la Cour constitutionnelle. Le problème est que l'utilisation de "caisses noires", argument à la base de la condamnation de Khalifa Sall pour corruption, fait partie du quotidien du fonctionnement politique et de la mise en place des budgets au Sénégal, ce que les électeurs considèrent apparemment comme une évidence à tous les niveaux du gouvernement. Cependant, maintenant que les résultats des élections ont été acceptés, Y en a marre a publié son cahier de doléances pour le prochain quinquennat : Macky Sall doit démissionner de la présidence de son parti (APR) afin d'organiser un audit transparent et crédible des listes électorales et des réformes institutionnelles qui garantiront à l'avenir notamment de l'indépendance de la justice⁴.

4. Enfin, une société civile, jeune, qui défie le néocolonialisme

Y en a marre, créé par un groupe de rappeurs et de journalistes, a occupé la scène publique notamment en 2011 dans la foulée des printemps arabes pour dénoncer les problèmes sociétaux au Sénégal. Ses soutiens profitent de la célébration de l'anniversaire l'investiture de Wade le 19 mars 2011 pour manifester contre ses dérives politiques. Puis Y en a marre gagnera en popularité lors des manifestations du 23 juin 2011 pour protester contre le plan d'Abdoulaye Wade de manipuler la constitution pour permettre à son fils Karim Wade de lui succéder. Y en a marre a gagné en notoriété depuis l'élection présidentielle de 2012 et se concentre sur la défense et le suivi des politiques éducatives, sur les réformes agraires, constitutionnelles et les processus électoraux. Le mouvement sera récupéré par plusieurs partis politiques dont notamment l'Alliance des Forces de Progrès (AFP) de Moustapha Niasse. Aujourd'hui, entre temps ce groupement qui s'est fortement politisé, a fait des émules dans la société civile qui s'est organisée en maintes associations pour défendre leurs revendications politiques notamment au niveau du contrôle de la bonne tenue des dernières élections, pour sensibiliser les populations et les informer sur les tentatives de manipulations pour l'obtention de votes par les distributions de chèques ou encore faire un travail de fond auprès de celles-ci en vue d'une bonne gouvernance dans la démocratie. On peut supposer que l'augmentation du nombre des électeurs entre 2012 et 2019 est une conséquence de ces campagnes de sensibilisation pour responsabiliser la jeunesse quant à son rôle civique. On peut supposer que l'augmentation du nombre des électeurs entre 2012 et 2019 est une conséquence de ces campagnes de sensibilisation pour responsabiliser la jeunesse quant à son rôle civique (52% à 66%, cf. plus haut). Si les engagements politiques des jeunes restent majoritairement masculins, les jeunes femmes jouent également un rôle important, confirmant les analyses qui présentent des femmes engagées au niveau syndical, régional et civil ou en période de crise mais paradoxalement relativement absentes des sphères du pouvoir, leur engagement se limitant encore trop souvent au rôle de « force de mobilisation et de propagande » (Sylla 2001 : 64). Si le système permet légalement leur dans les instances de décision, elles continuent de rester difficilement accessibles dans la société patriarcale qui domine au Sénégal (Sow 1997) ou y sont peu reconnues par leurs pairs quand elles y accèdent (cf. les témoignages de Ngoné Ndoeye et Awa Guèye Kébé ou encore Aida Gaye in Dieng 2017). A part continuer de militer pour leurs époux engagés en politiques, les ouvertures de carrière pour les femmes se trouvent dans les métiers

⁴ Prise de position télévisée de Y en a marre, le 5 mars 2019 (<https://www.seneplus.com/opinions/yen-marre-fait-le-compte-the-presidential-2019>) ; cf. également de "The Daily" du 6 mars 2019.

demandant de brillantes études, l'engagement sociétal ou dans les affaires (Interview PC le 6.3.2019).

Cette jeunesse alliée avec des cadres et des intellectuels propose une rupture avec ce système « qui sévit depuis l'indépendance » et qu'ils considèrent « comme néocolonial » (interview IS 22.2.2019, cf. également Latuner, 2018:88-109), réactualisant dans le discours global les thèses de Frantz Fanon dans "Peaux noires masques blancs" (1952), lorsqu'il analysait les conséquences de la colonisation sur les comportements humains, culturels et sociaux. Ils revendiquent une transparence dans les budgets de campagnes et saluent l'initiative de Sonko, ancien inspecteur des impôts et domaines et fraîchement acquis à la politique, d'avoir fait appel à des fonds citoyens sur les réseaux sociaux. Ce dernier, originaire de Thiès, né en 1974, étudiant à l'Université Gaston Berger de Saint Louis puis Cheikh Anta Diop de Dakar et enfin en doctorat à Lyon en droit public et économique, représente le parcours du jeune universitaire sénégalais. Au près de ses soutiens il est considéré comme intègre, ce qui est fortement contesté par ses opposants. Le fait qu'il ait grandi en Casamance et qu'il soit candidat à l'élection présidentielle remet la Casamance et les Casamançais, marginalisés politiquement et géographiquement, au centre des enjeux de ce pays habitué à une classe politique issue des « 4 communes » (des villes de Saint-Louis, Dakar, Gorée et Rufisque), c'est-à-dire de l'intelligentsia issue de la colonisation.

Cette jeunesse estime que malgré une image favorable de la démocratie au Sénégal, celle-ci est de plus en plus malmenée. Indépendamment des discussions autour des procès de Karim Wade et Khalifa Sall que nous aborderons dans le chapitre suivant, la société civile, les ONG, les mouvements citoyens, l'opposition dénoncent les interdictions courantes de demandes de manifester et accusent l'Etat de brutaliser les citoyens lors de manifestations dûment enregistrées. Ils soulignent des irrégularités dans la manière de gouverner et de faire voter les lois. Ils s'identifient aux propositions de Sonko présentées dans sa publication « Solutions » (2018). Jeune, antisystème, éduqué dans les mêmes universités qu'eux-mêmes, Sonko rompt avec les caciques de la politique sénégalaise et propose des solutions à la corruption, à la mal gouvernance du fait des hommes mais aussi des institutions du pays. Il est d'autant plus crédible pour ce groupe de population qu'il a été évincé de son poste à l'Inspection générale des impôts et domaines en publiant en 2018 : « Pétrole et gaz au Sénégal : chronique d'une spoliation » où il dénonce les acteurs politiques et les « affaires » liés à l'exploitation des réserves de gaz et de pétrole sénégalais dans les sphères de l'Etat et certains cercles affairistes de la Francafrique (cf. également Kohnert, 2019). Enfin les jeunes, en accord avec les propositions de Sonko, dénoncent la mainmise de l'étranger dans l'économie du pays, notamment de la France dans les affaires du Sénégal et la soumission au Franc CFA.

Au niveau sociétal, ces jeunes critiquent l'omniprésence d'une classe politique qui se reproduit dans un même moule depuis l'indépendance et qui, malgré la modernisation évidente du Sénégal, ses résultats de croissance économique positifs maintient les populations du Sénégal dans une situation de précarité où les systèmes de santé, d'éducation, de transport sont caduques. On reconnaît certes à Macky Sall d'avoir étendu les possibilités d'assurance maladie, un tant soit peu modernisé certains centres de santé - notamment en créant des centres de dialyse -, ou d'avoir mis en place des aides sociales pour les familles pauvres. Mais les jeunes estiment ces changements minimes par rapport aux avancées du « Sénégal émergent » (PSE) et aux besoins criants des populations. Si le nombre des universités au Sénégal a été multiplié, ils estiment que la répartition de professeurs de qualité n'est pas assurée et que les universités existantes de Dakar et de Saint-Louis qui ont un grand besoin de rénovation pour fonctionner normalement sont pas

ignorées. Enfin on lui reproche un taux de chômage des jeunes qui s'élève globalement à 14% (2015) avec une aggravation pour les jeunes diplômés qui vont ainsi rejoindre les rangs de l'informel, et un taux d'occupation de la population de seulement 34% (hommes 27%, femmes 21%; Indicators of the labour market, Senegal Data portal, 2019). Ces taux sont répartis de façon très disparate en fonction des régions et des sexes ratio. Selon le Pr. Ahmadou Aly Mbaye (2018), ancien Doyen de la Faculté des sciences économiques et de gestion (Faseg) à Dakar, estime que le taux de chômage global se situerait aux alentours de 50%

Depuis une dizaine d'années maintenant, les jeunes se sont de plus en plus politisés en s'intéressant à la marche du monde. Ils se révoltent en constatant que des pays parmi les plus misérables dans les années 1950 soient devenus des puissances émergentes alors que le Sénégal reste un pays pauvre (interview IS du 23.2.2019). Contrairement à ce qu'ils observent depuis des décennies, ils veulent prendre leur destin en main. Ils veulent « bien discuter avec la France » comme le dit Sonko, et « si la France l'accepte et reste à l'écoute ! ». Les réseaux sociaux sont très actifs, ce qui d'abord estompe ce clivage ville/province observé depuis des décennies en matière d'électorat, mais aussi, et surtout, ouvre la voie vers la globalisation. Globalisés, ils sont dans la mouvance d'une attitude afrocentrée déjà thématisée dans l'afropolitanisme (Mbembe 2005; Awondo 2014 ; Abebe 2015) ou de l'Afrotopia de Felwine Sarr (2016) : dans la mondialisation certes, mais résolument Africains. Ce n'est donc pas sans raison que le gouvernement s'est montré très prudent à leur égard, tentant même leurs activités en enquêtant sur un prétendu financement international des réseaux par des ONGI. L'enquête concernant Y'en a marre par exemple a débuté quelques mois seulement avant les élections, bien que l'association existe depuis des années. Selon Amnesty International (AI), il s'agit clairement d'intimider les tenants de la société civile avant les élections. (AI, 2019).

5. Conclusion

Même si le Sénégal est depuis longtemps - et reste - pour le monde occidental la vitrine de la démocratie⁵ et de l'alternance politique réussie, les présidentielles de 2019 entachent quelque peu ce jugement faisant écho aux travaux d'universitaires qui anticipaient le recul des démocraties dans les pays africains (Cheeseman, & Smith, 2019). Ces présidentielles de 2019 au Sénégal ont apporté de nouveaux paradigmes qui demandent à être analysés. L'un des problèmes majeurs représente sans doute cette transhumance politique qui, au mépris de la morale, est élevée au rang de religion (Drame, 2012). Cette dernière menace la stabilité politique et même la paix: au moins deux militants ont été tués et plusieurs autres ont été blessés lors de cette campagne qui a démarré le 4 février 2019. Les journalistes ont également été pris à partie dans la violence ambiante et des pressions ont été exercées sur les militants de Y'en a marre (AI, 2019) et de nombreuses autres associations de la société

⁵ „South Africa, Botswana, Mauritius, and Senegal are some of the countries that can showcase a resistance to neo-patrimonialism through viable institutions, a history of political inclusivity, and smoother political transitions to democracy. ... For example, there are also examples where violent contests or opposition's rejection of outcomes coincided with power transitions: the 1999 elections in Nigeria, Ghana's 2000 election, and Senegal's election in 2001, thus favouring legitimacy and recurring transition over peaceful elections. “ Rocha & Khuon (2018:153, 155)

civile. Bien que les élections se soient d'une manière générale déroulées dans le calme et que l'annonce des résultats n'a provoqué aucune violence généralisée dans les rues, de graves affrontements auraient pu avoir lieu sans l'intervention du Kahlife General des Mourides du 24 février 2019, le sens de citoyenneté des leaders de l'opposition et de leurs adhérents.

Un autre élément de ces élections est sans doute la prise de conscience croissante, tant de la base que des leaders de l'opposition, à l'exemple du jeune et charismatique Ousmane Sonko, de la nécessité d'une sortie pacifique de la domination f-CFA au Sénégal et ainsi de la fin de « l'impérialisme monétaire français en Afrique » (Sylla 2018; Kohnert, 2019; Kohnert, 2005). Ce débat a été lancé en octobre 2016 avec la parution d'un ouvrage écrit par un groupe d'économistes africains et européens „Sortir l'Afrique de la servitude monétaire : A qui profite le franc CFA ? » (Nubukpo et al, 2016) et d'autres publications ont suivi (cf. Également : Pigeaud et al, 2018) enrichissant les discussions à ce sujet (Sylla, 2018). Ces discussions sont soutenues par des responsables et critiques africains de renommée internationale, comme par exemple Kako Nubukpo (ancien de la CEAO et ancien ministre togolais) au Togo, Sanou Mbaye (ancien de la Banque africaine de développement) au Sénégal, Carlos Lopez (ancien de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique) de la Guinée Bissau, ou encore par des banquiers africains comme Henri-Claude Oyima (président-directeur général de la BGFI Bank). C'est ainsi que depuis quelques années, un mouvement social a émergé pour demander le retrait des États africains du système monétaire du F CFA ainsi que le montrent les manifestations anti F CFA du 7 janvier 2017 organisées dans plusieurs villes africaines et européennes par une ONG créée et dirigée par la militante Kemi Séba, soutenue par «SOS Pan-Africa» (Sylla, 2018) ou le militantisme pour la "souveraineté monétaire" des pays CFA du groupe „France Dégage“ au Sénégal (Lottersberger, 2018). L'économiste sénégalais Ndongo Samba Sylla déplore quant à lui que le débat sur le franc CFA se limite trop souvent aux pro et aux contra très inégalement répartis dans les différentes couches sociales. Le F CFA profiterait principalement à une petite élite politique et économique, tant en France qu'en Afrique francophone, ainsi qu'aux dirigeants de banques centrales et d'entreprises françaises (Lottersberger, 2018). Un sondage de l'Afrobaromètre, publié le 7 février 2019, a montré récemment que l'opinion publique dans les pays d'Afrique francophone, à l'exemple du Togo, qui serait pour une sortie de la zone CFA prenait de l'ampleur puisque les deux tiers de la population togolaise étaient favorable à la sortie du FFCA, pour la raison que cette monnaie bénéficierait davantage à la France qu'au Togo (Akinochi, 2019). Entre-temps, un groupe de travail en vue d'une sortie d'ici 2020 a été mis en place alors que la majorité des chefs d'État de l'UEMOA continue d'appuyer le franc CFA (Akinochi, 2019).

Enfin un troisième élément est dorénavant à prendre en compte: les nouvelles générations africaines ne sont plus disposées à se laisser voler leur avenir. Les événements du Printemps arabe de 2011, les révoltes de 2014 au Burkina Faso lorsque Compaoré a tenté de briguer un troisième mandat malgré les dispositions de la constitution, les sorties de Y'en a marre et des groupements de la société civile au Sénégal et aujourd'hui les grandes manifestations d'Alger illustrent ce nouveau contexte. Les jeunes et une partie de la population pensaient jusqu'à présent que la politique était le fait des politiciens mais aujourd'hui ils ont compris que leur identité propre et leur carte d'électeur pouvaient les mettre en adéquation avec leur propre avenir et celui de leur pays, comme le montre l'augmentation sans précédent du taux de participation aux élections entre 2012 et 2019 au Sénégal.

Macky Sall, qui a été réélu "sans gloire" (Sonko, 1er mars 2019), calme le jeu en répondant actuellement positivement aux demandes de la société civile. Il a entendu le président du groupe d'observation civile des élections « Sunu Election », Babacar Gueye, qui prône l'instauration d'un dialogue citoyen entre le gouvernement et l'opposition. La jeunesse sénégalaise qui a trouvé en Sonko son chef de file, est prête à jouer le jeu. Le prochain défi sera celui des élections communales de décembre et peut être également les décisions concernant l'exploitation des nouveaux gisements de pétrole et de gaz au Sénégal.

Bibliographie

- Abebe, Alpha (2015) [Afropolitanism: Global Citizenship with African Routes](#). *Academia.edu*, Working Paper
- AI (2019) [Senegal: Election must be held in a climate free from violence and intimidation](#). London: Amnesty International, 21 February 2019
- Awondo, Patrick (2014) [L'afropolitanisme en débat](#), *Politique africaine*, vol. 136, 4, pp.105-119
- Akinocho, Hervé (2019) [Les Togolais sont majoritairement pour une sortie du franc CFA](#). Afrobaromètre, Dépêche No. 276, 7 February 2019
- Ba, Salma Niasse (2019) [Présidentielle au Sénégal : une nouvelle configuration politique se dessine](#). Paris: *Le Monde Afrique*, 2 February 2019
- Banga, Landry (2019) [Au Sénégal, la ruée des candidats à l'élection présidentielle vers les guides religieux](#). Dakar: La Croix Africa, [L'œil de Ric], 19 February 2019
- Beck, Linda J. (2002) [Reining in the Marabouts? Democratization and Local Governance in Senegal](#). *African Affairs*, Vol. 100, No. 401 (Oct. 2001), pp. 601-621
- Ben Cheikh Jotali (2013) [Cheikh Ahmed Tidiane Sy, Entre Politique, Economie et Diplomatie](#). Dakar: *VIPpeoples net*, 23 June 2013
- Berset, Jacques (2016) [Une caricature du fondateur du mouridisme par "Jeune Afrique" fait scandale](#). Lausanne: *cath.ch.*, portal catholique suisse, Centre catholique des médias Cath-Info, 30.01.2016
- Bhandari, Abhit, Horacio Larreguy, and John Marshall (2018) [Able and mostly willing: An empirical anatomy of information's effect on voter efforts to hold politicians to account in Senegal](#). Columbia University, WP
- Bogaards, Matthijs (2019) [Case-based research on democratization](#), *Democratization*, 26:1, 61-77,
- Byrne, Heather and Pierre Englebert (2019) [Shifting Grounds for African Secessionism?](#) In: L. de Vries et al. (eds.), *Secessionism in African Politics*, Palgrave Series in African Borderlands Studies, London: Springer, pp. 455-488, https://doi.org/10.1007/978-3-319-90206-7_16
- Cartooning for peace (2017) [Report on the situation of cartoonists worldwide, 2016/2017](#). Paris
- Cheeseman, Nic & Jeffrey Smith (2019) [The retreat of African democracy - The autocratic threat is Growing](#). *Foreign Affairs*, January 17, 2019
- Ciyow, Yassin (2019) [Présidentielle au Sénégal : « Les réseaux sociaux transforment les internautes en sentinelles de la démocratie »](#). Paris. *Le Monde Afrique*, 18 February 2019
- Diedhiou (2019) [Déclaration Idrissa Seck: "Nous rejetons fermement et sans aucune réserve ce résultat"](#). Dakar: *Thiey-dakar*, 28 February 2019
- Dieng, Adama (2017) Rôle et place des femmes dans les partis politiques : Un engagement à rude épreuve, Institut Panos Afrique de l'Ouest. <http://panosmedia.org/fr/article/r%C3%B4le-et-place-des-femmes-dans-les-partis-politiques-un-engagement-%C3%A0-rude-%C3%A9preuve>
- Dozon, Jean-Pierre (2010) [Ceci n'est pas une confrérie - Les métamorphoses de la muridiyya au Sénégal](#) [This is not a Brotherhood. The Transformation of the Muridiyya in Senegal]. *Cahiers d'études africaines*, No. 198-199-200, (2010), pp. 1-20
- Drame, Moussa (2012) [Quand la transhumance devient religion](#). Dakar: *Dakaractu.com*
- Dumont, Gérard-François and Seydou Kanté (2019) [La géopolitique du Sénégal - De Senghor à l'élection de Macky Sall](#), Paris : L'Harmattan,

- Foot, Melvin P. (2019) [Testing for Democracy in Nigeria and Senegal in 2019](#). Washington, DC, Constituency for Africa, 9 January 2019
- Gottlieb, Jessica (2014) [The Determinants of Local Leader Influence in Elections: A Lab-in-the-Field Experiment in Senegal](#), Berkely: Center on the Politics of Development, University of California, WP
- Guenoun, Ihssane (2019) [Sénégal - Que réservent les présidentielles de février?](#). Rabat: Policy Center for the New South, Policy paper, PP 19/1, January, 2019
- Harding, Robin (2010) [Urban-rural differences in support for incumbents across Africa](#). Accra: Afrobarometer Working Paper No. 120
- Heyl, Charlotte (2017) [The Contribution of Constitutional Courts to the Democratic Quality of Elections in Sub-Saharan Africa: A Comparative Case Study of Madagascar and Senegal](#). Univ. of Duisburg, Doctoral thesis
- Holder, Gilles (2012) Rapport final du projet ANR-07-PUBLISLAM-062-02: [Espaces publics religieux: États, sociétés civiles et islam en Afrique de l'ouest](#). 2012. [Rapport de recherche] ANR-07-PUBLISLAM-062-02, ANR. 2012, pp.1-56
- Kelly, Catherine Lena (2018) [Party Proliferation and Trajectories of Opposition: Comparative Analysis from Senegal](#), *Comparative Politics*, Vol. 50, Number 2, January 2018, pp. 209-229
- Kohnert, Dirk (2019) [The impact of Brexit on Francophone Africa](#). *Review of African Political Economy* (ROAPE), forthcoming
- Kohnert, Dirk (2005) [Monetary Unions - Dominated by the North? The CFA-Zone and the CMA - On the relevance of rational economic reasoning under African conditions](#). In: Fritz, Barbara / Metzger, Martina (eds.)(2005): *New Issues in Regional Monetary Coordination - Understanding North-South and South-South Arrangements*, Palgrave Macmillan, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, pp. 177-187
- Koter, Dominika (2013) [Urban and rural voting patterns in Senegal: the spatial aspects of incumbency](#), c. 1978–2012, *J. of Modern African Studies*, 51 (4), pp. 653-679
- Lesseux, William de (2019) [Sénégal: Macky Sall et Madické Niang recus par le Khalife général des Mourides](#). Paris: Radio France Internationale (RFI), 4 February 2019
- Lottersberger, Lukas (2018) [Musikalischer Protest gegen eine „koloniale Währung“](#). Vienna: Radio FM4, 6 August 2018
- Maillard, Matteo (2019) [Présidentielle au Sénégal : Ousmane Sonko, un candidat antisystème pas si rebelle que ça](#). Paris: *Le Monde Afrique*, 13 February 2019
- Mbaye, Mariam (2019) [Proclamation des résultats : Idrissa Seck a fait une déclaration devant la presse](#). Dakar: *Kéwoulo - Journal d'investigation*, 28 February 2019
- Mbembe, Achille (2005) [Afropolitanisme](#), *Africulture, les mondes en relation*, online
- Mbow, Penda (2008) [Senegal: The Return of Personalism](#). *Journal of Democracy*, vol. 19, no. 1, 2008, pp. 156-169
- Monjib, Maati (1998) [Comportement électoral, politique et socialisation confrérique au Sénégal](#). *Politique Africaine*, vol. 69, (1993): 53-61
- Niang, Mody (2013) [La detestable transhumance - une spécificité bien sénégalaise](#). Dakar: *Enquete+*
- Nubukpo, Kako & Bruno Tinel & Martial-Ze Belinga (eds.)(2016) [Sortir l'Afrique de la servitude monétaire : A qui profite le franc CFA ?](#) Paris: La Dispute

- Pigeaud, Fanny & Ndongo Samba Sylla (2018) [L'arme invisible de la Françafrique - Une histoire du Franc CFA](#). Paris: La Découverte
- Presidency of Senegal (2019) [Constitutional Council, Supreme Court, Court of Auditors, Courts and Tribunals](#), Dakar, online
- Rocha, Jose Pascal da & Ratha Khuon (2018) [The Africanization of Democracy - Elections and Conflict Prevention in Sub-Saharan Africa](#). *Sociology and Anthropology*, 6(1) (2018): 152-175, 2018
- Samson Ndaw, Fabien (2009) [Nouveaux marabouts politiques au Sénégal - Lutte pour l'appropriation d'un espace public religieux](#). In: Holger, Gilles (ed.)(2009) *L'islam nouvel espace public en Afrique*. Paris: Karthala, pp. 149-172
- Sarr, Felwine (2016) : [Afrotopia](#), Paris: Philippe Rey.
- Sonko, Ousmane, (2018): Solutions - pour un Sénégal nouveau. Dakar : self-published
- Sow, Fatou (1997) [Les femmes, le sexe de l'État et les enjeux du politique : l'exemple de la régionalisation au Sénégal](#), *Clio. Histoire, femmes et sociétés* [online]
- Stroh, Alexander and Charlotte Heyl (2015) [Institutional diffusion, strategic insurance, and the creation of West African constitutional courts](#). *Comparative Politics*, 47, No. 2, January 2015, pp. 169-187
- Sylla Ndiaye, Seynabou (2002) [Femmes et politique au Sénégal. Contribution à la réflexion sur la participation des femmes sénégalaises à la vie politique 1945-2001](#), DEA Paris I Panthéon-Sorbonne.
- Sylla, Ndongo Samba (2018) [The CFA Franc: French Monetary Imperialism in Africa](#). London: London School of Economics, *Firoz Lalji* - Centre for Africa, [Africa at LSE blog](#)
- Tamba, Moustapha (2011) [Mutations politiques au Sénégal - Bilan de cinquante ans d'indépendance, \(1960 – 2010\)](#). Dakar: Konrad-Adenauer Foundation (KAS)
- Tambédou, Mamadou & Baye Fall (2019) [\[Série 5/5\] Sénégal: sur les routes de la campagne à Touba](#). Touba:, RFI / Sylvain Cherkaoui, 8 February 2019
- Thiam, Assane (2007) ["A constitution can be revised!" Constitutional relativism and the rule of law in Senegal](#). *Politique Africaine*, 108 (2007) 4: 145-153
- VIP (2019) [Ousmane Sonko : « On ne peut pas se développer avec le franc CFA »](#). Dakar: *VIPpeoples.net*, 22 February 2019
- Volk, Thomas (2019) [Senegals Superwahljahr startet - Kandidaten und Positionen für die Präsidentschaftswahl](#). Dakar: Konrad-Adenauer-Stiftung (KAS), Länderbericht, February 2019
- Wane, Birane (2010) [L'islam au Sénégal - Le poids des confréries ou l'émiettement de l'autorité spirituelle](#). Paris: l'Université Paris-Est, doctoral thesis
- Wilfahrt, Martha (2018) [The politics of local government performance: Elite cohesion and cross-village constraints in decentralized Senegal](#), *World Development*, 103, pp. 149-161